

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 403 BRESIL: LA DIVISION DES MILITAIRES AU GRAND JOUR

Le 12 octobre 1977, le général Frota, ministre de l'Armée de terre, était écarté du gouvernement par le général Geisel, président de la République. La mesure a fait l'effet d'une bombe dans les milieux politiques du pays, car c'était la première fois que les militaires faisaient ainsi état de leurs divergences sur l'évolution politique du pays. Le conflit entre les deux généraux avait pris un tour aigu avec le problème du choix d'un militaire pour succéder en 1978 au général Geisel à la présidence de la République.

Le général Frota est connu comme faisant partie de la "ligne dure" des militaires brésiliens. Sa déclaration publique, faite le même jour et dont nous donnons le texte ci-dessous, donne le ton de ses critiques envers le gouvernement actuel, accusé par lui de faiblesse devant le péril communiste.

On lira avec intérêt ses remarques sur les dangers de l'étatisation de l'économie brésilienne. Le capitalisme d'Etat pratiqué au Brésil est en effet devenu majoritaire dans l'économie du pays, au point que le secteur privé a déjà manifesté ses inquiétudes sur ce point. C'est là un phénomène nouveau qui ne retient que depuis peu l'attention des analystes politiques.

(Note DIAL)

1- COMMUNIQUE OFFICIEL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE SUR LE LIMOGEAGE DU MINISTRE DE L'ARMEE DE TERRE (12 octobre 1977)

1- Le président de la République a relevé le général Sylvio Frota de sa charge de ministre de l'Armée de terre et nommé à sa place le général Fernando Belfort Bethlem.

2- La révocation du ministre Frota est une décision à caractère personnel sans aucun rapport avec le problème politique de la succession présidentielle.

3- Afin de couper court à toute interprétation et tout malentendu, le président de la République tient à répéter l'information déjà donnée plusieurs fois, selon laquelle il n'a jamais autorisé que soit faite une démarche quelconque dans le sens de l'évocation des noms de futurs candidats. Il estime que de telles spéculations sur le sujet sont préjudiciables aux intérêts du pays et qu'il ne prétend aborder le sujet qu'à partir de janvier 1978.

2- NOTE PUBLIQUE DU GENERAL FROTA APRES SON LIMOGEAGE (12 octobre 1977)
(Intertitres de DIAL)

A mes subordonnés,

1- Il y a près de cinquante ans, je franchissais pour la première fois le portail de la vieille Ecole militaire de Realengo, sanctuaire de tant de traditions ayant nourri l'idéalisme des jeunes de cette époque et constitué la

base d'une solidarité de classe fraternelle et indestructible qui ne leur a jamais fait défaut et qui les a suivis jusque dans leur vieillesse. C'est là que je suis devenu soldat de la patrie et je m'enorgueillis de l'être aujourd'hui encore.

(Vocation militaire et destinée nationale)

Je me glorifie d'avoir toujours été un soldat insensible à la tentation des biens matériels, réfractaire à l'ambition du pouvoir et rebelle à la séduction des tentatives faites pour m'éloigner de la garnison. J'ai préféré, durant cinq décennies, vivre dans l'ambiance authentique des casernes, faite de sacrifices et de tâches rudes et dans laquelle la fatigue se traduit en sentiment du devoir accompli et tous les gestes se relient dans l'harmonie. C'est dans les casernes que se trouvent les réserves de civisme les plus nobles et c'est d'elles que, dans les moments de nécessité et sous l'effet d'une poussée patriotique irrésistible, sont parties les réactions énergiques destinées à faire front aux menaces pesant sur la nation brésilienne et sur le régime.

Né de famille modeste, j'ai, au creux du sommeil de l'enfant pauvre, rêvé à la carrière militaire, vocation sublime à laquelle j'ai été fidèle tout au long d'une vie entièrement consacrée à l'Armée. Dans le foyer familial et dans les amertumes de ceux qui combattent seuls, j'ai appris à donner de la valeur aux choses simples parce que rationnelles; à mépriser l'ostentation, proche voisine de la médiocrité; à respecter la dignité d'autrui, car le talent n'est pas le privilège des riches ou des pauvres mais l'apanage des hommes de bien; et à reconnaître dans l'effort individuel la seule formule permettant d'arriver à des résultats. En ces jours difficiles et déjà lointains, j'ai ressenti le besoin impérieux de la fraternité chrétienne qui garantit à tous l'indispensable, grâce au partage de la pauvreté. Aussi ai-je trouvé dans l'Armée la profession me permettant de me réaliser, tant il est vrai que, si la discipline constitue pour les ambitieux un épouvantail et un lourd carcan, elle trace un chemin facile pour ceux dont la destinée est de servir.

Durant la moitié de siècle de ma vie militaire, j'ai assis ma formation sur l'exemple de chefs remarquables qui, par leur opiniâtreté de grands batailleurs et leur enracinement dans les postulats moraux et démocratiques, ont posé les bases de l'Armée actuelle.

Au cours de mes pérégrinations dans les garnisons de l'intérieur du pays, j'ai appris à mieux connaître l'homme brésilien, à estimer son stoïcisme dans les tâches quotidiennes et sa générosité dans les rapports avec ses semblables, sans parler de la fermeté et de la fierté avec lesquelles il préserve ses principes sacrés. J'ai ainsi acquis très vite la conviction que ce pays ne peut accomplir sa destinée de grandeur que le jour où l'homme du peuple a les moyens de pouvoir se réaliser intégralement. J'adhère à la démocratie et je la défends comme la meilleure forme de régime politique, parce qu'elle seule peut faire que l'enfant aux pieds nus de la lointaine périphérie de Cachambi arrive à devenir ministre dans les bureaux à moquette de Brasília.

Dans cette longue marche, les résultats n'ont pas manqué ni non plus les revers, ceux-ci laissant davantage que ceux-là leur marque dans l'existence. Je peux cependant vous dire, à la façon du penseur d'autrefois, que bien que les heures de tristesse eussent égrèté mes aspirations, je n'ai jamais douté du bien ni de la justice, je n'ai jamais douté de Dieu.

A aucun moment je ne me suis servi de l'Armée et je n'ai eu d'hésitation à son service. J'ai partagé ma vie entre l'Armée et ma famille, peut-être au préjudice de cette dernière, car c'est à elles deux que je me donne. Au mo-

ment de quitter physiquement l'Armée, j'ai la conscience tranquille de celui qui l'a bien servie et j'emporte la nostalgie indéradicible de la laisser.

2- Quand j'ai assumé la charge de ministre, que je n'ai jamais postulée, j'y ai vu la possibilité de réaliser tout ce que je considère depuis longtemps comme essentiel au renforcement de l'Armée, en tant qu'institution militaire, et au bien-être de ses membres.

Je vais maintenant vous dire, dans un bilan légitime auquel tous ont droit, ce que j'ai réalisé de ces aspirations; et je vais également essayer de vous expliquer pourquoi la plupart de nos problèmes, bien que convenablement posés, n'ont pas encore trouvé de solution.

(Bilan de la gestion au ministère de l'Armée)

J'ai obtenu dès le début un rajustement des effectifs, en allégeant ainsi pour un temps la situation angoissante du tableau d'avancement. La réorganisation d'unités, la réarticulation du plan de bataille, la création de commandos légers pour l'encadrement, l'acquisition de matériels et d'équipements divers, ainsi que le soin apporté à l'instruction et à l'entraînement de la troupe comme des cadres, tels sont les fruits d'un travail auquel ont collaboré tous les organismes avec application et efficacité.

Fidèle à l'idée éprouvée selon laquelle c'est à l'état-major de l'Armée de terre qu'incombe la tâche délicate de la coordination générale, j'en ai fait, avec un prestige réel, le véritable état-major du ministre, réduisant ainsi de la moitié des effectifs le personnel du cabinet ministériel.

Avec objectivité, j'ai fait face à l'insuffisance aiguë de ressources budgétaires afin de répondre aux besoins de la vie végétative elle-même de l'institution militaire. Des casernes presque en ruines, des pavillons sans tuiles, du matériel exposé aux intempéries, des équipements dépassés et pratiquement inutilisables quoiqu'encore en usage, des hôpitaux démunis de ressources et de personnel, des habitations insuffisantes, tout cela exigeait des solutions immédiates pour que ne se détériorât point la discipline par suite d'une prétendue omission des chefs. Comment faire face à cette situation désolante quand on ne dispose que d'attributions budgétaires réduites?

J'ai donc adopté de façon pondérée la politique d'aliénation des biens immeubles manifestement inutilisables à des fins militaires. Ce faisant, l'Armée de proposait de financer par elle-même ses besoins en vendant l'inutile pour construire ou acheter l'indispensable. Cette façon d'agir a permis, par une administration prudente du fonds militaire, de répondre à presque toutes les demandes des unités du Brésil. C'est grâce à cela que j'ai pu faire poursuivre les travaux du Collège militaire de Brasília, mener à bien le programme de construction du nouvel Hôpital central de l'armée, et appliquer des fonds dans le Club de l'armée à Brasília, toutes réalisations qui sont d'une portée sociale inattaquable. Le système d'ordinateurs en cours d'installation, dont l'organe essentiel - le Centre de traitement des données - a été inauguré en août, est également une conséquence de cette politique.

Conformément à mon point de vue selon lequel c'est au secteur privé, dans un régime de libre initiative, que reviennent les activités de production, j'ai fait savoir aux organismes appropriés qu'ils avaient à proposer la création d'une industrie de matériel de guerre, ce qui a été fait. Malgré de grandes difficultés, inhérentes à cette branche industrielle et à l'étape qui est la sienne, l'entreprise est déjà une réalité prometteuse.

D'autres aspirations de l'Armée, reconnues et présentées aux échelons appropriés, ont été regrettamment ajournées ou n'ont pas été accueillies avec la compréhension souhaitable. Parmi les plus importantes, je cite la création du tableau complémentaire d'officiers qui serait la solution rationnelle à l'affligeante question de l'étranglement de carrière. Le document en ce sens, élaboré depuis deux ans, a fait l'objet de réserves injustes qui ont empêché son approbation. Je mentionne également le projet de Fonds d'assistance médicale et sociale de l'armée, soumis à la décision de l'instance supérieure en août 1974. Après trois années d'avancées et de reculs, et parce que je sentais s'aggraver la situation des militaires à la solde insuffisante pour avoir recours aux médecins et hôpitaux civils, j'ai opté pour l'organisation du Fonds de santé de l'armée, plus modeste.

De la sorte, il apparaît à l'évidence que, en dépit des immenses responsabilités de la force terrestre qui est garante, conjointement avec les forces-soeurs, de la poursuite du processus révolutionnaire enclenché en 1964, ses besoins administratifs vitaux se voient attribuer des priorités inadéquates, font l'objet de restrictions pour des arguments illogiques, ou sont tout simplement oubliés. On ne se souvient de l'Armée qu'au moment des crises, quand on a besoin d'elle pour maintenir l'ordre public et défendre le régime, lequel est aujourd'hui très affaibli par la tolérance accommodante envers les groupes réactionnaires et subversifs. Pour beaucoup, le militaire n'a que des devoirs mais jamais de droits; c'est un être passible de tous les sacrifices, sans murmurer. La discipline est confondue avec la servilité et la hiérarchie envisagée comme l'instrument de la toute-puissance. Ce sont là des jugements parfaitement injustes.

3- Depuis le début de ma gestion au portefeuille de l'Armée, j'ai trouvé étranges certains faits et comportements inadéquats à la conduite révolutionnaire, ce que j'ai attribué à la déficience des assesses du chef de la nation. Mais avec le temps, suite à l'analyse patiente de ces faits et comportements, j'ai vérifié que, pour la plupart, ils ne cadraient absolument pas avec les objectifs révolutionnaires, ce que j'ai encore mis sur le compte d'une conjoncture difficile.

(. Etatisation de l'économie et infiltration communiste)

La poursuite de cette politique m'amena à lui refuser toute crédibilité dans la mesure où je voyais s'effondrer à grand bruit l'édifice révolutionnaire que nous étions en train de bâtir avec tant d'abnégation et d'idéalisme. Il est facile de comprendre comment naquirent les premières divergences avec le président de la République, comment elles s'amplifièrent, bien que lentement, pour finalement se transformer en incompatibilité profonde.

La déformation et l'abandon des objectifs de la Révolution étaient devenus patents. Je suis donc dans l'obligation morale de présenter à l'Armée de terre la suite d'événements qui, issus de secteurs divers, firent naître en moi cette conviction. Ne pas le faire serait une trahison à ma croyance, à mes principes et à mon serment envers la patrie.

Sans souci chronologique, je les énumère ci-dessous.

- L'établissement de relations avec la République populaire de Chine qui défend précisément des valeurs antagoniques aux nôtres, sous la pression d'impositions à la limite dépréciatives pour notre souveraineté, a constitué le premier pas dans l'escalade socialiste qui cherche à dominer le pays.

- L'abstention, dans le vote sur l'entrée de Cuba dans l'Organisation des Etats américains, laquelle abstention camoufle sous l'omission sa sympathie pour un pays communiste exportateur de subversion.

- La reconnaissance précipitée du gouvernement communiste d'Angola qui ne s'explique que par le souci idéologique de lui attribuer un certain prestige.

- Le vote antisioniste, à caractère discriminatoire, moins favorable au Brésil qu'aux zones sous influence soviétique.

- Les réunions de politiciens brésiliens à Paris en vue de fonder un parti socialiste, sous l'orientation d'une organisation de São Paulo et avec le soutien financier de l'extérieur. Leurs liens avec les socialistes européens et l'Internationale socialiste ont été confirmés.

- La création à Paris d'une revue socialiste, éditée en portugais et destinée à être diffusée au Brésil.

- Les attaques constantes visant à détruire ou à rendre inoffensive la structure de sécurité nationale. On met en question les compétences, on suggère des modifications doctrinaires et on laisse se développer des campagnes malfaisantes de discrédit contre les organismes d'information et de sécurité tendant à présenter leurs membres comme des bourreaux féroces, et cela pour les déconsidérer aux yeux de la nation.

- La tentative ^{destinée} à mettre en opposition les Forces armées et l'opinion publique, conduite ouvertement par les organes de presse, et qui a atteint des proportions inacceptables quand elle a visé la figure immaculée du patron de l'Armée de terre.

- La complaisance criminelle envers l'infiltration communiste et la propagande de gauche qui reprend quotidiennement vigueur dans la presse, dans les milieux étudiants et même dans les organismes gouvernementaux; ceux-ci accueillent à l'heure actuelle, au niveau des assesseurs et à l'échelon de la direction, quatre-vingt dix-sept communistes militants, conformément à la communication que j'ai faite au Service national d'informations, tous marxistes intouchables dans leurs activités de désagrégation.

- L'existence d'un processus de domination par l'Etat de l'économie nationale, y compris des entreprises privées, de façon à soumettre les chefs d'entreprise brésiliens aux impératifs du gouvernement. On voit de la sorte se préciser chez nous une étatisation caractérisée, inadmissible dans un régime démocratique de liberté responsable et dans une structure économique de libre entreprise, ce qui nous situe davantage aux côtés des pays de l'Est européen que de ceux du bloc occidental.

- L'absence d'une réponse incisive et immédiate aux accusations ouvertement lancées par les moyens d'information sur des irrégularités et des cas de corruption dans l'appareil administratif de l'Etat, en laissant ainsi planer des doutes sur l'honnêteté des révolutionnaires et leur fermeté à repousser ces accusations.

(La mise à l'écart des Forces armées)

L'examen, même tolérant, des événements et des aspects conjoncturels que je viens d'évoquer, s'ajoutant à celui de nombreux autres faits propagés ostensiblement ou cueillis dans des documents officiels, ne me permet plus de douter qu'à en juger par ce qui se passe avec l'Armée, il existe à l'évidence un projet de mise à l'écart des Forces armées par rapport aux centres de décision du pays monopolisés par un groupuscule accroché au gouvernement. Des décisions importantes sont prises sans l'avis des Forces armées. Même pour les décisions qui sont directement liées à la sécurité nationale, à quelques très rares exceptions près, le gouvernement se contente de leur transmettre les solutions choisies. Cette mise à l'écart est d'autant plus grave que,

par suite des décisions prises, les Forces armées se voient très souvent mises dans l'obligation d'agir. Malgré cela, l'institution militaire n'a jamais fui ses responsabilités; mais il lui répugne de jouer le rôle de janissaire ou de garde prétorienne.

L'autre conclusion à laquelle on ne peut échapper est la menace grandissante des groupes de gauche vers la conquête du pouvoir. Acoquinés avec des démocrates qui, dans leur hâte à combattre le régime, perdent le sens des réalités; couverts par des éléments infiltrés dans l'administration, et bénéficiaires d'une incompréhensible omission des autorités responsables, ils commencent à dire publiquement et avec arrogance que leur installation dans le pays n'est plus qu'une question de temps.

L'une de leurs victoires incontestables a été l'étatisation qui ne peut être obtenue, force nous est de le reconnaître, qu'avec la connivence des hommes du gouvernement. Ce fut un cheminement lent et habile, comme toujours quand les communistes appliquent leurs techniques d'infiltration. Ils ont déjà implanté le capitalisme d'Etat, qui est le tyran de l'économie; si nous continuons sur cette lancée, ce sera, plus tôt que beaucoup ne le pensent, le tour du communisme, tyran des libertés.

4- (Le conflit avec le président de la République)

Aujourd'hui, au matin de ce 12 octobre, j'ai été réveillé par un appel téléphonique du président de la République réclamant ma présence au Palais du Planalto. A mon arrivée, le président me reçut et, sans autre détour, déclara qu'il n'avait pas les mêmes vues que moi. Je lui répondis que ma loyauté ne lui avait jamais fait défaut, ce sur quoi il se montra d'accord. Je lui expliquai encore que j'avais toujours suivi ses orientations. Le président se dit en désaccord sur ce point, au moins partiellement, en raison des notes d'information contenant des critiques envers le gouvernement. Je lui répliquai que si quelque chose en ce sens avait existé, cela était passé inaperçu.

Je lui demandai ses raisons, ce qu'il me refusa catégoriquement. Puis le président me déclara qu'il y avait incompatibilité entre lui et moi et que je devais présenter ma démission. Je lui répondis qu'en ce cas je ne démissionnerais pas étant donné que je n'avais rien à me reprocher dans l'exercice de ma charge. Il me rétorqua: "Mais la charge m'appartient". Je lui dis alors: "Aussi est-elle à vous de m'en démettre car je n'ai pas demandé à l'occuper". "C'est ce que je ferai", répondit le président.

Je crois fermement que le motif est d'ordre purement politique, par suite d'objectifs qu'on peut facilement deviner.

Je suis convaincu d'avoir fait mon devoir. J'ai porté ces événements à la connaissance de tous ceux qui méritaient respect et confiance, et je leur ai fait part de mes préoccupations grandissantes face aux perspectives nébuleuses de l'avenir.

J'ai vécu cinquante ans dans cette communauté inégalable en noblesse de sentiments et en solidarité humaine. J'ai pris sa défense en tous temps et en tous lieux, dans l'enthousiasme et avec le dévouement qu'elle mérite. J'ai tout fait pour que l'Armée prenne ses responsabilités devant le peuple brésilien. Je n'ai pas ménagé les efforts ni reculé devant les obstacles pour que ses aspirations puissent devenir réalité.

Mais obligé d'abandonner le combat à ses côtés pour la conquête de tout ce que nous avons cherché à obtenir pour la grandeur de la patrie, qui s'identifie aujourd'hui avec la réalisation de l'idéal révolutionnaire, je lègue à

ceux qui restent dans l'Armée, depuis l'officier le plus élevé en grade jusqu'à la recrue nouvellement arrivée, la responsabilité indélébile de continuer, sans haine mais sans faiblesse, la marche glorieuse entreprise par la nation brésilienne dans la nuit inoubliable du 31 mars 1964.

Que les cadres militaires réfléchissent sur la gravité du moment que nous vivons, et qu'ils méditent sur la tâche magnifique que je leur propose, celle de préserver pour leurs enfants un Brésil démocratique. Si, par malheur, cela se révélait impossible parce que les lourdes chaînes du totalitarisme marxiste feraient perler la sueur de l'amertume sur les fronts pâlis de leurs épouses, je ne veux pas que, dans leurs cris de désespoir, ils puissent accuser le général Sylvio Frota d'avoir fait preuve d'omission et de ne pas leur avoir montré d'où venait le danger imminent.

A mes camarades de réserve, je demande de ne pas ménager, dans la défense de cette cause, la précieuse collaboration dont ils ont déjà fait preuve en 1964 quand les légions victorieuses ont écrasé la conspiration des communistes et des corrompus.

L'Armée, je le dis avec émotion et en usant des derniers mots d'un ministre, l'Armée est cette institution sublime et incomparable qui est au service non des hommes mais de la nation. Née en même temps que la patrie, ne faisant qu'un avec le peuple, c'est avec lui qu'elle saura traverser au coude à coude les grandes crises nationales.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel (tarif 1977): France 150 F - Etranger 175 F
avion: tarif spécial
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441